

Revenu Universel Inconditionnel

Respectable Loge, L'Effort, Orient de Paris, Région 12

Mots-clefs : Solidarité, Europe, Revenu Universel Inconditionnel

La crise sanitaire que nous traversons a fait apparaître des États impréparés, malgré tous les signaux en prévenance de Chine puis d'Italie, et les stratégies déjà bien établies de traitement des épidémies. L'épidémie semble à peu près contenue, mais à un coût économique, humain et social très lourd voire disproportionné.

Cette épreuve nous a montré les risques possibles que ce processus de réductions, voire de privations de nos libertés les plus fondamentales puisse dorénavant se reproduire et pourrait devenir une sorte de normalité. Dès lors, après avoir apporté des regards sur ce séisme et ses effets, il nous est apparu opportun d'envisager un nouvel horizon.

Constats et effets de cet état d'urgence sanitaire

Certains pensent qu'une situation de crise sanitaire dans une société démocratique justifie une restriction des libertés et que c'est aux décideurs politiques de décider seuls car ils ont été élus pour cela après avoir pris l'avis de spécialistes mais que ce ne sont pas à ces derniers de décider ; le politique doit rester souverain. D'autres au contraire, invoquent que la Liberté est trop difficile à obtenir pour un grand nombre de personnes dans ce monde pour qu'elle puisse être restreinte d'autant que les prises de décisions politiques sont parfois basées sur des idéologies néfastes ou bénéfiques et parfois basées sur des expertises scientifiques rationnelles ou discutables.

La question qui se pose est l'équilibre risque de mort de certains versus les libertés individuelles et le confort de vie d'autres. En identifiant les malades, nous aurions contenu la maladie et les autres personnes non infectées auraient pu continuer à vivre normalement et faire fonctionner l'économie.

La maladie, la mort, le deuil, la valeur de la vie sont des notions qui ont été bousculées. Comment repenser ces notions en continuité ou en rupture ?

L'absence de débat sur la pertinence du confinement, de sa juste proportion ou de la nature des solutions mises en œuvre est assourdissante. Un consensus médiatique et politique semble avoir statué que tout questionnement serait une trahison. Tous les partis, y compris d'opposition, et tous les élus à chaque échelle ont la plupart du temps privilégié ou appelé à des mesures dirigistes et privatives supplémentaires. Existe-t-il encore une vie et une culture démocratiques en France ? Avec quel souci des libertés publiques ?

Il faut plus de transparence et de vérité au niveau de l'état. Les tromperies et la non-transparence des décisions et des non-décisions ne facilitent pas l'humanisation des relations. Loin de fédérer les français, la crise sanitaire a nourri les oppositions et la peur de l'autre. Quelle attitude adopter pour limiter la pulsion de mort hygiéniste qui a envahi la société ? Comment effacer les effets de la psychose sanitaire voulue pour faciliter le contrôle social lors de l'épidémie ? Comment limiter les dérives possibles de l'État dans la tentation d'exercer et organiser un contrôle sanitaire des corps durable, invasif et informatisé ?

Au titre de leur sécurité sanitaire, les individus en France ont accepté sans protestation, voire en y souscrivant largement selon les différents sondages d'opinion, un recul notable de leurs libertés et de tout ce qui fait société. Une grande majorité a par exemple trouvé tout à fait légitime de déscolariser pendant 6 mois toute une classe d'âge, de la maternelle jusqu'à l'université. De même, la peur de la maladie a rendu « légitime » l'isolement complet de personnes âgées au sein des institutions les accueillant, et pour les mettre à l'abri de leurs semblables ils ont été abandonnés à une misère humaine d'une rare violence. Ne pouvions-nous vraiment pas faire autrement ? Si éducation et humanité deviennent secondaires, quel est le sens qui constitue la société ? La santé est-elle – et doit-elle être – vraiment la première de toutes les valeurs ? Une de nos priorités collectives doit être de rendre possible la réintégration plutôt que l'exclusion des individus, pour créer un véritable rebond social et organisationnel. Retrouvons le sens des priorités et remettons-nous en ordre avant que la situation nous échappe. La liberté n'a de sens que si elle est globale et de-personnifiée – Aussi en va-t-il du sens commun sur l'individualité. L'égalité ne sert pas à comparer mais à réunir les individus – Nul besoin de se rejoindre dans le malheur pour se comprendre. L'élévation et la recherche du meilleur est un vecteur puissant de progrès. La fraternité ne requiert pas de réciprocité et est désintéressée.

N'avons-nous pas mieux vu cette preuve patente de l'échec des modèles tant repris autour de la mondialisation des échanges commerciaux et des logiques offshore de sous-traitance des chaînes

d'approvisionnement ?

Devons-nous nous réjouir que le désordre qui nous a ébranlé fut sanitaire et non militaire ou idéologique ? Sans quoi, nous aurions définitivement perdu et laisserions à un tiers le choix de décider pour nous de notre avenir. Nous avons donc cette chance qu'il en soit autrement et devons tout faire pour en tirer les enseignements.

Les circonstances de la crise ont agi comme un révélateur des relations que nous entretenons avec la société. Les personnes en situations précaires ont pleinement fait le constat de leurs conditions. Par ailleurs, la confrontation forcée par l'urgence médicale a pu faire naître chez certains une nouvelle vision de la vie et développer un sens aigu des priorités face au présent. Reprendre contact avec l'environnement est une démarche clé pour reconstruire le trait d'union avec l'extérieur, c'est-à-dire la façon dont nous nous pensons en tant qu'individu par rapport au monde qui nous entoure.

Saluer de tous par un élan de reconnaissance, la générosité du corps médical fut une brillante démonstration de l'impuissance du matérialisme de nos sociétés modernes, comprenez l'illusion de tout maîtriser et de tout contrôler. Inexorablement, jour après jour, le décompte des progrès s'invita dans notre quotidien comme pour signifier l'espoir et offrir une perspective tangible à cette issue pour laquelle la science demeura un instrument de communication.

N'est-il pas temps de simplifier l'organisation du pays, d'abord en le débureaucratisant pour le rendre avant tout à ses missions opérationnelles de services réels pour les français, mais aussi en relançant sa nécessaire décentralisation ?

L'anticipation ne doit-elle pas devenir la règle ?

Cette crise n'est-elle pas un moyen de nous montrer que les bonnes réponses ne peuvent venir qu'à un niveau d'une souveraineté et d'une solidarité européenne dans tous les domaines, que cette solidarité doit passer par des frontières ouvertes y compris en cas de crise afin d'affirmer notre unité et nos solidarités entre pays de l'union ?

Il faut que l'État commence par imposer à tous les opérateurs de faire en sorte de supprimer les zones blanches restantes en France. Il faudra ensuite proposer une aide pour inciter les familles en difficulté financière à s'équiper (certains départements fournissent déjà des ordinateurs aux enfants) sous le même fonctionnement que pour le changement de véhicule.

Une relocalisation au niveau européen des usines de fabrication (de matériels pour les soignants en priorité) permettrait de ne pas subir l'arrêt des échanges mondiaux lors d'une pandémie. De plus les coûts de transport (par exemple des produits venant de Chine) seraient absorbés par la rapidité de livraison si la production devenait européenne.

Par ailleurs, la crise que nous traversons nous interroge sur l'utilité sociale du travail qui n'est pas toujours un lieu d'épanouissement et notre place au sein de la société. Faudrait-il revaloriser les conditions de travail et salarial et mettre fin aux groupes multinationaux dont la seule existence est de payer en dividendes des actionnaires ? Par ailleurs, cette crise a fait apparaître la possibilité d'un télétravail à grande échelle qui a été vécu comme très positif pour de nombreux salariés n'ayant plus de pertes de temps ni d'argent dans les transports et pouvant s'organiser comme ils le souhaitent pour leurs horaires de travail. Mais ne perdons pas vue que l'un des risques possibles est que l'espace de refuge privé devienne l'espace de travail permettant un effacement de la maison sacrée, exacerbant les sentiments et les comportements adoptés, que l'équilibre et les frontières entre vie professionnelle et vie privée puisse vaciller. Certaines sociétés américaines de technologie envisagent désormais de fonctionner uniquement en télétravail sans aucun maintien d'un contact avec les autres collaborateurs pour ne pas être isolé. Ne sont-elles pas en train de préparer une dystopie sanitaire de distanciation et d'enfermement pour tous dont le corollaire serait un isolement encore accru des individus et la dislocation du vivre ensemble ?

Réflexions sur un nouvel horizon possible

Pour que décision soit prise de passer ou non dans un État d'Urgence, pourquoi ne pas associer un maximum de représentants des « forces vives de la Nation » (associations artistiques, culturelles et d'éducation populaire, syndicats...) en prenant leurs avis dans le cadre d'un processus d'urgence prédéterminé ? Une Assemblée Nationale qui a voté un état d'urgence ne devrait-elle pas être dissoute à l'issue de cet état d'urgence (non renouvelable) et ainsi en porter pleinement la responsabilité ?

Par ailleurs, pour promouvoir la solidarité ne faut-il pas remplacer le classement Forbes par celui des personnes les plus solidaires qui agissent pour « Le vivre ensemble » et envisager que celles et ceux ayant oeuvré plus de dix ans en son sein puissent obtenir jusqu'à huit trimestres comptant dans leurs carrières pour le calcul du départ à la retraite.

Nous devons réapprendre à faire société normalement,

L'Europe semble se préparer à initier la résolution de la crise sociale et la misère qui vont survenir dans

les mois et années à venir. Avec la création de la dette les pays de l'union témoignent de la solidarité européenne et ont accepté l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) réclamant la création d'un Revenu Universel Inconditionnel qui participerait à l'émancipation progressive pour une humanité meilleure et plus éclairée, un filet de sécurité, un rempart aux dérives nationalistes.

Ne faut-il pas déclarer les ressources naturelles, la santé, le gîte et la nourriture de première nécessité comme étant le bien commun et ne pouvant donc pas tomber dans le secteur marchand détenus par des intérêts particuliers ? Enfin, cet après crise sanitaire fait ressortir des revendications sur les libertés individuelles tel que le non-port du masque, il pose également la responsabilité individuelle de contamination des autres. Le non-port d'un masque par une personne aboutissant à la mort d'une autre personne doit-il être considéré comme un crime ? Il ne peut y avoir de droit sans devoir.

Impossibilité de déclaration d'un État d'Urgence sans un vote favorable de $\frac{3}{4}$ des forces vives du pays
Instauration d'un Revenu Universel Inconditionnel dans chacun des pays de l'Union Européenne